IMPASSE SUR L'ÉDUCATION

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

9 décembre 2021

Le « Mont analogue » est un roman de René DAUMAL décrivant la conquête d'un haut sommet qui est bizarrement invisible parce que les regards humains le contournent sans le voir (Gallimard, 1952). Dans la campagne présidentielle qui débat sur des sujets de diversion, l'Éducation nationale est la grande montagne démocratique qui n'attire aucun regard des candidats en lice.

Et pourtant, l'éducation est, avec la santé, un des sujets qui préoccupent le plus nos concitoyens. Ils sentent bien que l'avenir de leurs enfants et petits-enfants dépend des enseignements qu'ils recevront pour affronter du mieux possible les incertitudes et les dangers d'un monde où se multiplient les crises écologiques, sociales et économiques.

Cette défaillance ne serait pas grave si tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes scolaire et universitaire. Hélas, il n'en est rien. D'un côté, la crise du Covid a révélé, pour l'école comme pour l'hôpital, à quel point le système était défaillant et ne tenait le coup qu'en raison du dévouement des personnels prisonniers d'une bureaucratie absurde. Une enquête auprès de 4400 proviseurs de lycées et principaux de collèges (en rien révolutionnaires !) révèle que le décrochage scolaire s'est récemment accentué et que les relations avec les familles se sont dégradées (Les Échos 7 décembre 21). Un responsable déclare : « La crise Covid a bon dos. Les conditions de travail se dégradent d'année en année, avec une montée en puissance inquiétante des contrôles, des enquêtes et d'un volet administratif chronophage ».

Deuxième signe d'alerte : dans les classements internationaux Pisa élaborés par l'OCDE, la France se situe péniblement dans la moyenne des 79 pays enquêtés pour la compréhension de l'écrit, comme pour les sciences et les mathématiques. Elle est loin des pays asiatiques qui caracolent en tête, mais aussi du Canada et de la Finlande. Et la pente française a tendance à piquer du nez. L'OCDE souligne que, au-delà de ces performances plus que moyennes, les écarts sont particulièrement marqués entre les résultats des enfants venant des 10% de familles les plus riches et ceux des enfants des 10% de familles les plus pauvres. Il y a là des motifs d'inquiétude pour ceux qui veulent une démocratie équilibrée, comme pour ceux qui souhaitent des entreprises plus compétitives.

Que faire ? Le sujet est si intimidant qu'il est exclu de proposer une solution miracle mais deux livres stimulent la réflexion. Tous deux s'appuient sur de solides lectures faisant pélerinage aux sources des écrits de CONDORCET, JAURÈS, Marc BLOCH, BOURDIEU et bien d'autres.

Paul PASQUALI a écrit « Héritocratie » (La Découverte, 2021). Cet enfant issu d'une ZEP (zone d'éducation prioritaire dans des quartiers dits difficiles) et passé par l'École Normale Supérieure, décrit sur la longue durée, depuis la Convention révolutionnaire qui a créé l'École Polytechnique et Normale Sup jusqu'à la suppression récemment décidée de l'École Nationale d'Administration (ENA), la permanence d'une filière distincte, celle des Grandes Écoles, destinée à former les cadres de la Nation et à perpétuer les élites qui gouvernent la France depuis deux siècles.

La deuxième guerre mondiale et la Libération n'ont pas provoqué la « révolution qui s'impose ». Dans « L'Étrange Défaite » (publiée en 1946 deux après son assassinat par la Gestapo), Marc Bloch écrivait: « Notre effondrement a été avant tout chez nos dirigeants et dans toute une partie de notre peuple une défaite à la fois de l'intelligence et du caractère (…) On ne refait pas à un pays son éducation en rapetassant de vieilles routines ». Le « Plan d'Alger de 1944 », non plus que le plan « LANGEVIN-WALLON » de 1947 n'ont guère fait avancer le projet d'une seule filière d'« école unique » (obligation scolaire de six à dix-huit ans, suppression des examens, unification du corps enseignant et des ordres d'enseignement, une phase d'orientation souple, expérimentation de pédagogies actives).

L'École libre des Sciences Politiques, sanctuaire privé de la formation des élites, a été sauvée par la nationalisation en 1945 tandis que la création d'une nouvelle grande école, l'ENA, sous l'impulsion de Michel DEBRÉ et Jean-Marcel JEANNENEY, a voulu mettre un terme à la « faveur et l'ancienneté », héritées de l'Ancien régime, dans le recrutement des élites de l'administration publique. Une seule promotion, la première, a été ouverte aux jeunes issus de la Résistance mais l'ENA a ensuite repoussé les velléités réformistes, telle la troisième voie créée en 1983 par la gauche pour les syndicalistes et responsables associatifs et aussitôt refermée par la droite en 1986. Au passage, l'X est jugée « la plus fermée ».

Pas plus 1968, qui avait pourtant fait courir un frisson parmi les élèves des Grandes écoles, que 1981 n'ont profondément fait évoluer le système. Comme le dit Pasquali, un peu désabusé, « les classes dominantes trouvent toujours en leur sein les ressources pour dépasser leurs contradictions, gagner du temps et, au bout du compte, sortir renforcées ». Il ne propose guère de solutions : associer des non-diplômés de Grandes Écoles à la réflexion sur la réforme de celles-ci {la plupart des réformateurs ont été normaliens !}, mettre les moyens budgétaires pour dédoubler les classes dans les collèges et les lycées en ZEP {le gouvernement actuel l'a timidement lancé dans les écoles primaires}, limiter par des quotas les recrutements dans les grandes entreprises et les cabinets ministériels.

Christian LAVAL et Francis VERGNE sont à la fois plus modestes dans leur approche et plus ambitieux dans leurs préconisations : « Éducation démocratique », (La Découverte, 2021). Non normaliens, ils sont engagés auprès d'un grand syndicat d'enseignants, la FSU. Leur projet est de dépasser la contradiction entre la logique économique inégalitaire et l'aspiration démocratique à l'égalité des droits.

Ils distinguent trois modèles d'école. La première est « l'école-caserne » (!), mise en place par Jules Ferry dans les années 1880 : instruction primaire gratuite, obligatoire pour les garçons et les filles, en blouses d'uniforme, avec des programmes nationaux dispensés par les « hussards de la République ».

La deuxième est « l'école-entreprise » dont les auteurs pensent qu'elle a été la tentation des gouvernants français (depuis vingt ans !!), influencés par l'idéologie « néo-libérale ». Plutôt que la célèbre « armée rouge » actuelle, ce système hyper-centralisé et cogéré par une bureaucratie omniprésente et des syndicats puissants, la solution serait de considérer les établissements scolaires comme des « unités de production » de futurs salariés ayant les qualifications requises par les entreprises, unités dirigées par des manageurs, choisissant et dirigeant les professeurs et faisant des *reporting* réguliers sur leurs résultats au siège de la rue de Grenelle.

C'est évidemment vers la troisième solution que penchent les deux universitaires : celle de « l'école autogouvernée ». Ils vont chercher leur inspiration chez John DEWEY (1859-1950), pour former collectivement de futurs citoyens capables de libre-examen. Cette école serait administrée par les enseignants, les parents et les élus locaux, dont l'assemblée qui les réunit élit le directeur, définit l'emploi du temps, les matières à étudier ainsi que les menus de la cantine. Sont cités un lycée expérimental à Saint-Nazaire né en février 1982 et l'expérience de l'Université de Vincennes issue des « « événements » de mai 1968. Les auteurs s'efforcent d'éviter le corporatisme, la démagogie (pour eux, le professeur est toujours la clé de voûte respectée du dispositif), et la prise de contrôle par les familles (aisées). Mais qui va financer ce système d'écoles autogérées ? La réponse n'est pas claire et Condorcet est appelé à la rescousse avec son « Université démocratique », de la maternelle à l'enseignement supérieur, dirigée par une Académie de savants.

A la veille du scrutin d'avril, il est clair que l'institution scolaire génère le « désenchantement ». Ils écrivent : « Une école de masse régie par la compétition scolaire et sociale et pratiquant l'exclusion interne dans des filières et établissements socialement ségrégués produit en masse des « déçus » animés par des sentiments négatifs non seulement à l'égard de l'école mais à l'égard de toutes les institutions ».

Espérons que se réunissent à nouveaux des colloques comme ceux de Caën en 1956 et 1966, durant lesquels la communauté éducative réfléchit et fait des propositions concrètes, à l'époque sur des « universités à taille humaine » et sur des formations universitaires de techniciens et d'ingénieurs (Instituts universitaires de technologie).

Ouvrons des « cahiers d'espérance » pour sortir de l'inertie politique, bureaucratique et corporative. Parlons des vrais sujets dans la campagne présidentielle : l'éducation et la santé. Et laissons le dernier mot à François DECHY, nouveau maire de Romainville, qui semble très bien s'appliquer à l'Éducation nationale et à l'hôpital : « L'agilité et la puissance passent par la coopération ».